



«La SSR n'est pas parfaite, mais la détruire serait une bêtise absolue»

Redevance L'Association pour la diversité des médias s'apprête à combattre l'initiative «200 francs, ça suffit!». Interview de son président, le conseiller national grison Martin Candinas (Le Centre).

Selon notre sondage, 53% des Suisses et des Suissesses approuveraient l'initiative qui veut baisser la redevance SSR à 200 francs. Votre réaction? Ce n'est pas une surprise. Nous savons que ce ne sera pas facile. Il faut montrer aux gens ce que cela signifie d'affaiblir la SSR. On doit aussi leur dire que la SSR n'est pas libre de faire ce qu'elle veut: le contre-projet indirect du Conseil fédéral l'oblige à économiser 17% sur son budget actuel. Imaginez une entreprise privée qui devrait faire la même chose. C'est énorme. La politique a pris des mesures très sévères. Pour économiser encore plus, il faudrait restreindre l'offre, abandonner des programmes, supprimer des émetteurs.

Ce qui laisserait davantage de place aux médias privés...

Je ne pense pas. Les médias privés n'ont pas la possibilité de couvrir autant d'événements, en particulier dans les régions périphériques. Nous devons montrer aux minorités que 30% de la contribution versée à la SSR va de la Suisse allemande vers la Suisse romande, la Suisse italienne et la région romanche. Ces subventions croisées sont essentielles pour la cohésion nationale, pour qu'on ait dans nos trois langues une offre équivalente de service public. C'est la Suisse, et cela coûte. Les médias privés ne peuvent pas assumer cela, car ils doivent gagner de

l'argent.

Notre sondage révèle un fort clivage gauche-droite au sein de la population sur cette initiative. Comment l'expliquez-vous?

À droite, beaucoup pensent que le marché doit tout régler. Mais dans les médias, il n'y a pas vraiment de marché. On le voit avec la concentration de la presse, la baisse du nombre de journalistes... Car les gens sont de moins en moins enclins à payer pour les produits journalistiques. Deuxièmement, c'est vrai, il y a ce sentiment que les journalistes sont plutôt à gauche. La SSR doit montrer qu'elle assure une couverture médiatique indépendante et accorde une place à toutes les opinions politiques. Je ne dis pas qu'elle est parfaite. Mais si on n'a pas d'alternative, on doit améliorer la maison, pas la détruire. Ce serait une bêtise absolue.

Le sport et le divertissement font-ils encore partie de la mission du service audiovisuel public?

Oui. D'ailleurs, les associations sportives vont s'engager fortement dans cette campagne, j'en suis persuadé. Les médias privés s'intéressent au football, au hockey, et c'est à peu près tout. Pour le sponsoring, c'est important de pouvoir dire que les médias, et surtout la SSR, sont partenaires. Je le vois bien en tant que président de la Fête fédérale de tir.

Idem pour la culture.

Les partisans de cette initiative disent que la SSR devra se concentrer sur l'essentiel, c'est-à-dire l'information et le débat public. Vous n'êtes pas d'accord?

L'essentiel, c'est pour chacune et chacun quelque chose de différent. Chacun paie, donc chacun doit y trouver son compte. C'est là toute la beauté du service public.

Les jeunes générations aussi? Elles paient la redevance, mais regardent et écoutent de moins en moins la SSR...

Pour répondre à leurs besoins, elle doit aller où ils sont, c'est-à-dire sur les médias sociaux, avec des contenus audio et vidéo.

Les médias privés diffusent aussi leurs contenus en ligne et sur

ces plateformes. La redevance obligatoire dont bénéficie la SSR n'est-elle pas une forme de concurrence déloyale?

Je dirais que non. Pour protéger les médias privés, on impose beaucoup de restrictions publicitaires à la SSR. Certains touchent une part de la redevance à travers les radios locales et les télévisions régionales. Il faut aussi aider les éditeurs privés, par exemple en soutenant la distribution. Je considère que les diverses offres sont complémentaires. Nous devons faire tout notre possible pour renforcer la place médiatique suisse face à la concurrence étrangère.

Votre association va-t-elle s'engager fortement dans la campagne de votation?

Oui, comme nous l'avons fait contre l'initiative «No Billag» en 2018. Pour moi, c'est l'objet le plus important de l'année prochaine.



Peter Schneider/Keystone

«La SSR doit montrer qu'elle assure une couverture médiatique indépendante et accorde une place à toutes les opinions politiques.»